

Le Conseil d'administration

Collège des fondateurs



Philippe DA COSTA - Président

Docteur en sciences de l'éducation

Secrétaire du CESE

Président du Conseil scientifique et d'orientation de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep).

Président de la Croix-Rouge française

Âgé de 60 ans, Philippe Da Costa, est depuis de nombreuses années engagé au sein de la Croix-Rouge française dont il était le secrétaire national depuis 2017.

Docteur en sciences de l'éducation, diplômé de l'Institut supérieur de gestion, auditeur de l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale (IHEDN) et de l'Institut des Hautes Études de la Protection Sociale (IHEPS), il a débuté sa carrière en 1988 en tant que Responsable de la politique jeunesse et sports du département du Doubs.

Il poursuit sa carrière à partir de 1990 au sein des Scouts de France, dont il devient Commissaire général jusqu'en 2002. Il rejoint alors la Croix-Rouge française en tant que Directeur de la vie associative. Parallèlement, il assume divers mandats dont la Présidence de la Conférence Permanente des Coordinations Associatives (Mouvement associatif) de 1996 à 1998 et la Présidence du Scoutisme mondial de 2007 à 2008. En 2011, il rejoint le Groupe Macif en qualité de Conseiller du Président puis, en 2014, de Directeur général adjoint. En 2019, il devient membre du Comité exécutif d'AG2R LA MONDIALE et, en 2020, membre du Comité de direction Groupe.

Philippe Da Costa est par ailleurs secrétaire du CESE et Président du Conseil scientifique et d'orientation de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep).



Françoise MALRIEU

Vice-Présidente de la Croix-Rouge française

Diplômée d'HEC et du Centre de Formation à l'analyse financière, Françoise Malrieu a commencé en 1969 sa carrière au département d'analyse financière de la BNP dont elle a pris ultérieurement la direction. Elle a rejoint le département fusions-acquisitions de Lazard Frères en 1987. En 2001, elle rejoint Deutsche Bank, en tant que Managing Director responsable de l'activité de finance d'entreprise pour la France. Ayant mis dès 2005 sa connaissance des entreprises au service de leur gouvernance, elle participe activement à la réflexion et à l'élaboration des meilleures pratiques de place et siège dans de nombreux conseils d'administration dont, aujourd'hui :

- Engie : présidente du Comité des rémunérations, des nominations et de la gouvernance-membre du Comité d'audit-membre du Comité éthique environnement et développement durable
- Groupe La Poste : présidente du Comité d'audit puis du Comité de la stratégie et des investissements
- Lazard Frères banque.

Parallèlement à ses activités professionnelles, elle s'est toujours impliquée dans le monde associatif.



Hubert PENICAUD

Responsable national de la participation et de la démocratie interne Croix-Rouge française

De formation agricole et forestière (Ecole forestière des Barrés - Ecole de la Coopération Agricole), Hubert Pénicaud s'est rapidement tourné vers le secteur de l'éducation populaire, d'abord dans des engagements bénévoles, comme animateur en colonie de vacances et dans le scoutisme, puis en devenant formateur BAFA-BAFD. En 1992, il devient permanent salarié des Scouts de France, où il est en charge successivement de la branche adolescents, puis du développement et de l'animation du réseau, comme commissaire général adjoint.

En 2003, il rejoint la Croix-Rouge française au sein de la nouvelle direction de la vie associative, où il portera notamment l'animation du réseau, le bénévolat, la formation des élus et le premier projet associatif. En 2012, il crée la direction du développement associatif à APF France handicap, pour piloter la restructuration du réseau territorial et une dynamique d'innovation. Après un rapide passage à l'Association Aurore en 2021, il revient à la Croix-Rouge française en avril 2022 pour animer le développement de la participation et de la démocratie interne.

Parallèlement, il est un des compagnons de France Bénévolat depuis sa création en 2003, dont il a été membre du Conseil d'administration pendant 9 ans et vice-président 3 années, et qu'il représente au Conseil d'administration du mouvement associatif. Par ailleurs, il est membre du Haut-conseil à la vie associative (HCVA) depuis 2017.



Cécile APTEL

Professeure en droit pénal international

Directrice adjointe de l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) à Genève

Le professeur Cécile Aptel est une experte internationale en matière de paix et de sécurité, de droits de l'homme et de responsabilité pénale. Elle a plus de 20 ans d'expérience dans la gestion de questions judiciaires, juridiques et politiques pour l'ONU, plusieurs juridictions internationales, des groupes de réflexion et des ONG, tant sur le terrain qu'au siège. Elle occupe actuellement le poste de directrice adjointe de l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), basé à Genève.

Elle a contribué à la création des tribunaux internationaux des Nations unies pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda, où elle a travaillé pendant 10 ans dans différents rôles juridiques et politiques et a rédigé plusieurs des premiers jugements clés, dont le premier sur le génocide. Elle a également participé directement à la création de la Chambre des crimes de guerre de la Cour d'État de Bosnie-Herzégovine, du Tribunal spécial pour le Liban et a dirigé la mise en place du Mécanisme international, impartial et indépendant sur la Syrie. Elle a dirigé et participé à divers efforts internationaux visant à encourager la responsabilité pénale pour les crimes internationaux, les violations flagrantes des droits de l'homme et le terrorisme, notamment à la Commission d'enquête internationale indépendante des Nations unies au Liban, au Bureau de contrôle interne des Nations unies et au Centre international pour la justice transitionnelle. Elle a été la principale conseillère juridique des Hauts Commissaires des Nations unies aux droits de l'homme successifs, a dirigé le travail mondial du Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme sur l'État de droit et la démocratie, et a donné des conseils sur la responsabilité pénale et la réforme judiciaire dans plusieurs pays.

Elle a été directrice des politiques, de la stratégie et des connaissances à la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, où elle a également occupé le poste de sous-secrétaire générale par intérim pour les partenariats.

Le professeur Aptel a enseigné le droit international et la protection des enfants à la Fletcher School de Harvard, à l'université de Pretoria et à l'université d'Oxford. Elle a reçu la bourse Jennings Randolph Senior Fellowship de l'Institut de la paix des États-Unis. Elle est l'auteur de plus de 30 publications : ses travaux récents portent sur les droits de l'enfant, notamment un livre à paraître intitulé "International Criminal Courts, Atrocity Crimes and Children". Elle est titulaire d'un doctorat en droit de l'Université de Genève, de maîtrises du Collège d'Europe à Bruges, du Trinity College de Dublin et de l'IEP-Aix-en-Provence.

Collège des personnalités qualifiées



Marc AUDRIT

*Head of strategy
Agence Hungry & Foolish - Paris*

Marc Audrit est titulaire d'un Master en Marketing et Communication (ESC Liège – Belgique). Son parcours professionnel est atypique, car ses 30 années d'expérience dans la construction de marques ont été acquises en agences de publicité (DDB, Publicis, Young & Rubicam) et du côté annonceur (vice-président monde pour la marque Western Union). En pilotant des marques phares du Groupe Danone dans 50 pays et la marque Western Union dans plus de 200 pays, Marc a accumulé une expérience internationale de plus de 15 ans et a cultivé le plaisir de travailler dans des environnements multiculturels.

Depuis janvier 2016, Marc est Head of Strategy pour l'agence Hungry & Foolish à Paris. Sa passion pour la lecture n'a d'égale que son insatiable intérêt pour l'histoire.



Christine ROBICHON

Diplomate retraitée

Formée à l'IEP Paris et à l'INALCO (arabe) dans les années 1970, Christine Robichon est entrée au Ministère des Affaires étrangères par le concours d'Orient en 1979. Elle a été secrétaire puis conseillère d'ambassade à Damas, à Rabat, à la mission permanente auprès de l'ONU à New York, à Washington, consule générale à Oran et à Johannesburg, ambassadrice à Khartoum, à Colombo et à Yaoundé. Elle a également occupé, au sein du ministère des Affaires étrangères à Paris, le poste de chef du service des Français à l'étranger.

En 39 ans au service de la diplomatie française, elle a acquis une expérience de la gestion de crises et de l'action humanitaire et sociale dans différents environnements culturels. Au Soudan, à Sri Lanka et au Cameroun, elle a entretenu de nombreux contacts avec les acteurs humanitaires (agences des Nations Unies, CICR et ONG) tant dans les capitales que sur le terrain.



Philippe GUAY - Trésorier

Expert-comptable

Commissaire aux comptes

Philippe GUAY est expert-comptable et commissaire aux comptes, en charge de la ligne de service « Associations » pour le cabinet In Extenso. Président de la Commission « associations, fondations et fonds de dotation » de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, il contribue à ce titre, à la rédaction de nombreux textes et ouvrages qui font de lui un acteur incontournable du conseil aux associations et fondations en France.

Coauteur du « Guide du Commissaire aux comptes dans les Associations, Fondations et autres Organismes sans but lucratif », il assure la mise à jour régulière de cet ouvrage de référence. Plus particulièrement tourné vers le monde culturel et la réglementation des comptes combinés, ses orientations récentes le conduisent à travers la France sur le thème de la philanthropie, du mécénat et des Fonds de dotation pour lesquels il a contribué à l'écriture des textes officiels avec les ministères concernés.

Depuis janvier 2017, il est membre de la Commission des Normes Comptables privées du Collège de l'Autorité des Normes Comptables.



Philippe RYFMAN

Professeur et chercheur associé honoraire au département de Science politique et au Centre européen de Sociologie et Science politique de la Sorbonne (CESSP-Sorbonne), Université Paris I, Panthéon-Sorbonne.

Jusqu'en juillet 2013, Philippe Ryfman coordonnait les enseignements du Pôle ONG et humanitaire, ainsi que le cycle des Forums d'actualité de la formation. Il est également avocat au barreau de Paris, titulaire d'une spécialisation en droit des associations et fondations. Il a dirigé le DESS puis Master "Coopération internationale, Action humanitaire et Politiques de Développement" (CIAHPD) de l'Université Paris 1. Il assure ou a assuré d'autres enseignements au sein de cette université, ainsi que dans divers établissements français (Évry, INALCO, IEP) ou étrangers (Genève ou Fribourg, par exemple). Il anime aussi des sessions de formation continue et cycles de conférences pour des centres de recherches, des instituts universitaires privés, des administrations, des entreprises, des associations et fondations.

Membre du comité de rédaction de la revue humanitaire et du conseil scientifique de Questions internationales, il a assuré entre 2005 et 2008 la chronique Société civile du Monde Économie. Il continue de publier régulièrement des articles et tribunes dans divers médias papier ou en ligne (Huffington Post, par exemple) et intervient régulièrement dans les médias audiovisuels (France Culture, RFI, France 24).

Expert consultant auprès d'institutions non gouvernementales et intergouvernementales, il a participé à diverses évaluations de programmes ainsi qu'à des missions d'études. Avec le directeur général de la Fondation Mérieux et l'ancien Président de la Croix-Rouge française, il coorganise depuis 2009 le Forum Espace humanitaire (FEH) qui réunit tous les 18 mois environ à Annecy pour une rencontre fermée de haut

niveau les dirigeants des principaux acteurs français non gouvernementaux de la solidarité internationale (ONG et Croix-Rouge) dans le champ humanitaire.

Il a été Secrétaire général de la Fondation des amis de Médecins du Monde, membre du CA de l'ONG Primo Levi ou du Conseil Consultatif de déontologie du Comité de la Charte. Il a appartenu durant neuf années (jusqu'en juin 2013) au CA de l'ONG ACF-F. Il est également membre du Comité des Solidarités internationales de la Fondation de France ou encore du Comité d'éthique et de déontologie de l'ONG Électriciens sans Frontières (ESF). De janv. 2012 à déc. 2013, il a présidé et animé le Comité de Parrainage/Comité des Projets du Fonds de dotation Barreau de Paris Solidarité (créé par l'Ordre des avocats de Paris). Enfin, il travaille – au sein de divers groupes d'experts – à des scénarios prospectifs sur l'action humanitaire durant la prochaine décennie.

Collège des partenaires institutionnels



École des hautes études en sciences sociales (EHESS)
représentée par

Anne RASMUSSEN

Historienne, directrice d'études à l'EHESS

Directrice du Centre Alexandre-Koyré

Dans une perspective d'histoire sociale des sciences, les recherches d'Anne Rasmussen prennent pour objet l'expérience d'individus et de groupes qui s'attachent à la production, au maniement et à la circulation de savoirs. Elles ont été conduites selon trois pôles thématiques – nation, guerre, biomédecine. Elles ont débuté par une réflexion, menée en doctorat, sur l'insertion de l'élément savant dans la compréhension de la tension entre le fait national et le fait international à l'heure de l'émergence des « *nation-based sciences* », dans la seconde moitié du xix^e siècle. Elles ont ensuite pris la guerre – en particulier, la Première Guerre mondiale – comme observatoire de situations limites où sont questionnées la nature des liens des sociétés aux entités territoriales et politiques, et les formes de l'appartenance, de l'intégration ou de l'exclusion, cette dernière devenant un mode « normal » en temps de conflit.

Ces recherches se sont enfin consacrées à la sphère biomédicale, où la portée sociale et politique des savoirs est particulièrement aiguë. De 2001 à 2017, au sein d'un département de SHS relevant d'une faculté de médecine, à l'Université de Strasbourg, elle a mené des recherches dans des cadres collectifs sur des trajectoires d'« agents thérapeutiques », dispositifs matériels destinés à améliorer l'état de santé, afin d'observer les liens qui se tissent autour de leur action dans différents mondes, de la clinique au laboratoire, de l'industrie à la consommation. Un autre axe, poursuivi dans un séminaire pluriannuel, a été consacré à la constitution de la santé en problème public, opérant la traduction des problèmes sociaux en langage sanitaire.



École des hautes études en santé publique (EHESP)
représentée par

Sylvie OLLITRAULT

Docteur en sciences politiques

Directrice de la recherche à l'EHESP

Docteure en Sciences Politiques, Sylvie Ollitrault débute sa carrière scientifique en Grande Bretagne puis au sein du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) où elle mène de nombreux travaux de recherche portant sur l'usage de la violence dans l'expression politique contemporaine, le militantisme environnemental et écologiste, les ONG internationales et l'engagement, ainsi que le rapport aux radicalités et la radicalisation. En 2017, elle devient directrice de l'Unité mixte de recherche Arènes (UMR 6051) et poursuit le déploiement de son expertise au sein de nombreuses instances scientifiques et universitaires régionales, nationales

et internationales. Assurant également des activités d'enseignement et des responsabilités pédagogiques, Sylvie Ollitrault accompagne doctorants et chercheurs dans le cadre de leurs recherches et de leurs formations. Elle est l'auteure, co-auteure et co-directrice de nombreuses publications et articles, et intervient régulièrement lors de conférences et événements scientifiques.

Forte de ce parcours professionnel pluridisciplinaire mené en France et à l'international, Sylvie Ollitrault se voit confier, depuis le 1er janvier 2021, le pilotage et la mise en œuvre de la politique scientifique définie dans le projet stratégique d'établissement 2019-2023 de l'EHESP, en étroite collaboration avec la direction, le conseil scientifique et les directions des unités de recherche de l'École. Ses missions la conduiront notamment à assurer l'animation et le développement du Réseau doctoral en santé publique (RDSP), à favoriser les synergies entre la recherche et l'enseignement en santé publique en étroite coopération avec la direction des études, à contribuer au renforcement de la politique de développement de ressources propres dans les domaines de la recherche et de l'expertise ainsi qu' à la valorisation de la recherche et de l'expertise en santé publique au niveau régional, national, européen et international.



Institut de recherche pour le développement (IRD) représenté par

Claude-Anne GAUTHIER

Directrice du département des relations internationales et européennes

Claude-Anne Gauthier est, depuis janvier 2022, directrice du département des relations internationales et européennes. Elle était auparavant depuis octobre 2015 représentante de l'IRD à Madagascar, et depuis 2017 représentante de la première représentation conjointe IRD et Muséum national d'Histoire naturelle.

Docteur de l'Université Paris VII-Denis Diderot, elle a dirigé deux établissements du Muséum national d'Histoire naturelle : le Département des galeries du Jardin des plantes et le Parc Zoologique de Paris. Elle a également été directrice adjointe de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité (FRB) et occupé les fonctions de chargée de mission biodiversité, environnement marin, ressources halieutiques à la direction générale de la Coopération internationale et du Développement du ministère chargé des Affaires étrangères.

Claude-Anne Gauthier a mené de nombreuses activités d'expertise. Elle a notamment piloté le groupe de réflexion inter-organisme et pluridisciplinaire pour la mise en place d'un mécanisme français de mobilisation de l'expertise dans le cadre de l'IPBES, vice-présidente du comité exécutif du GBIF, membre de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture de l'UNESCO, présidente du groupe « connaissances et innovation » de la nouvelle Stratégie nationale sur la biodiversité et membre de la délégation française pour les conférences de Parties à la Convention sur la diversité biologique.

Collège des amis



Françoise FROMAGEAU – Vice présidente

Médecin gériatre

Présidente de la région Bretagne de la Croix-Rouge française

Présidente de MONALISA (Mobilisation nationale contre l'isolement des âgés)

Médecin à Pont-l'Abbé en Bretagne depuis 1980, Françoise Fromageau a un long engagement au sein de la Croix-Rouge, d'abord localement à Pont-l'Abbé, où elle a présidé l'unité locale pendant 12 ans, puis au département du Finistère, enfin à la région Bretagne qu'elle préside depuis mars 2017.

En 2004, elle est élue administratrice nationale de la Croix-Rouge française. En 2013, elle en devient secrétaire nationale, en tant que présidente de la commission des statuts et du bénévolat, poste qu'elle gardera jusqu'en 2017.

Nommée en décembre 2013 au Haut conseil de la vie associative, elle est présidente de l'association MONALISA (Mobilisation nationale contre l'isolement des âgés), membre du conseil national de lutte contre l'exclusion et membre du conseil d'administration de l'ANSA (Agence nationale des solidarités actives).

Françoise Fromageau est chevalier dans l'Ordre du Mérite (2009) et chevalier de la Légion d'honneur (2015).

Commissaire de gouvernement



Philippe VIGNES

Préfet

Philippe Vignes est diplômé de l'ENA et a été nommé Chevalier de la légion d'honneur en 2014.

Entre 1989 et 2018 il a été préfet pour la sécurité en zone de défense Est, préfet de la Lozère, de la Mayenne et des Pyrénées Orientales. Philippe Vignes sera nommé en 2018 préfet chargé de mission au ministère de l'Intérieur.

Depuis janvier 2019, Philippe Vignes est chargé de coordonner la préparation du G7 auprès du ministère de l'Intérieur.